

Jusqu'ou nous entraînera la crise du capitalisme mondial ?

Interview de nos amis Fabrice et Eric, lors d'une émission de « Radio Bandiera Nera » (Paris) intitulée « Derrière ta Porte », le 1er avril 2008.

Comment le chaos économique actuel peut-il être financé et s'avérer rentable ? Vous êtes-vous déjà posé la question ? Il y a apparemment de la richesse, de l'argent, mais une grande partie des gens ne travaille pas : il y a, en France, 13 millions de retraités, des banlieues comptant 30% de chômeurs, d'innombrables allocataires sociaux, des individus vivant du parasitisme, des trafics et des violences qui nous coûtent extrêmement cher. L'activité sociale, nécessaire, a également un coût. Comment tout cela arrive-t-il à être « rentable » et à « tenir » sur une période de 20-25 ans ? Cette question, si on ne se la pose pas, on ne peut pas comprendre comment fonctionne le système. Il faut comprendre qu'on a face à nous un système idéologique qui pourtant fonctionne, mais surtout une mécanique économique et financière qui fonctionne selon sa propre logique, une logique qui est celle de la création de dettes rentables qui représentent des actifs.

A partir des années 80, les Etats, arrivent à trouver des financements sur les marchés financiers et les transforment en titres, donc en actifs. Ceci est classique, mais des dettes représentées sous forme d'actifs doivent être garanties par quelque chose de tangible, tout comme la création de monnaie était conditionnée par un stock d'or bien délimité, entreposé dans les banques centrales. La référence en était l'once d'or.

Au début des années 70, l'Amérique sort complètement ruinée de la guerre du Vietnam. Elle est virtuellement en faillite et ne peut plus financer son modèle, notamment de santé, ni les dettes nées de cette guerre. Et donc, elle se déconnecte des accords de Bretton Woods (signés en juillet 1944 par 44 pays, ces accords mettent en place un système de change-or basé sur le dollar. Seuls les Etats-Unis peuvent assurer la convertibilité de leur monnaie en or. Le dollar est adopté comme monnaie de référence sur la base d'une parité fixe or-dollar (35 dollars l'once d'or), les autres Etats devant maintenir fixe la parité de leur monnaie par rapport à la devise américaine). Ce qui permettait aux Etats de créer de la monnaie non pas *in extenso* comme aujourd'hui, mais uniquement en fonction de leur parité fixe par rapport au dollar couvert par un stock d'or.

A partir du moment où on sort des accords de

Bretton Woods, on rentre dans la création monétaire artificielle, qui va permettre au président américain Johnson de sauver l'Amérique et d'arriver au système de création monétaire hallucinant dans lequel on vit aujourd'hui, et qui a permis aux Etats, notamment européens, de financer des dettes astronomiques en allant se financer sur les marchés internationaux, ce qui fait, par exemple, que l'Etat français peut emprunter entre 50 et 60 milliards d'euros en vendant des bons du Trésor français en euros.

Cela fait 20 ans que les Etats d'Occident vivent complètement à crédit et financent une machine politique et un Etat-providence redistributif qui permet aux hommes politiques d'avoir une clientèle électorale. Cette réflexion est hélas absente dans nos milieux. On arrive avec un discours disant « attention, ça va être la catastrophe, regardez on est en train de perdre notre culture, nos traditions » et, face à ce discours, on a un Etat qui continue à faire pleuvoir de la monnaie, qui n'est pas basée sur des actifs réels. Les gens se disent « je vis bien, j'ai mon niveau de vie » – même si c'est nettement moins le cas actuellement –, mais ce bonheur matériel et financier est financé par un gigantesque empilement de dettes. La dette de la France (pour les Etats-Unis, c'est encore pire) représente 200 milliards d'euros, ce sont des dettes qui risquent de ne pas être remboursées. Mais comme on est dans une sorte de logique de confiance des marchés, le système arrive encore à emprunter. Et quand la France demande 10-15 millions d'euros,



elle les trouve sur les marchés financiers.

A côté de cela, aux U.S.A et dans toute l'Europe, se met en place la création monétaire par le crédit, ce qui fait que les banques se mettent à prêter plus facilement et notamment dans le domaine de l'immobilier... qui augmente.

Comme la valeur immobilière monte, la valeur des biens immobiliers aura une plus-value à terme, et la banque retrouvera son argent. C'est ce raisonnement qui a fait que les banques ont prêté sans se poser de questions, même si l'emprunteur n'était pas « fiable » (n'avait rien à mettre en garantie). Après tout, se disaient les banques, le risque est faible puisque la croissance est présente. Si l'emprunteur ne paie pas, la banque retrouvera de toute façon sa mise, en mettant en vente le bien immobilier qui, de surcroît, aura augmenté de valeur. Oui, mais la prudence n'était pas de mise. Il faut savoir que,

quand une banque prêtait 10 francs, elle n'avait réellement en actifs que 2 francs ; donc quand elle a prêté 10 milliards, elle n'en possédait en fait que 2. Cette imprudence a ruiné certaines banques avec la crise des *subprimes*.

Parlons des *subprimes*. Prenons cet exemple : un Américain désargenté a emprunté 100 000 dollars pour acheter une maison ; ces 100 000 dollars ont été saucissonnés et dilués dans des bons du trésor et des obligations, et dispersés sur les marchés financiers comme des actifs. Ces 100 000 dollars sous forme de valeurs financières sont entrés dans le marché. Puis les boursiers pouvaient spéculer sur cette somme et acheter des actions. Le pari était qu'à terme la fameuse maison vaudrait 150 000 dollars, donc même si l'emprunteur des 100 000 dollars ne remboursait pas, les prêteurs retrouvaient leur argent. Le problème qui est survenu, c'est que la maison ne valait plus que 50 000 dollars. En conséquence, la banque a perdu 50 000 dollars, et cette somme, multipliée par 30 millions d'emprunteurs américains, atteint des milliers de milliards qui avaient été présentés comme actifs solides. A un certain moment, il y a eu une crise de confiance et les banques ont dû rendre des comptes. Reprenons la banque qui a prêté 10 milliards : dans ce cas, elle en a perdu 5, et n'a pas l'argent disponible pour rembourser cette perte. C'est la faillite.

Comme une partie de la population américaine a été obligée de vendre sa maison, qui ne valait plus grand-chose, afin d'honorer sa dette, le marché immobilier américain a encore chuté. Le crédit trop facile a fait que ces gens se sont retrouvés à la rue.

On arrive dans un système où, dans l'espace économique occidental, le Japon, l'Europe et l'Amérique du Nord représentent 60% d'un P.I.B. mondial qui est entièrement financé par des dettes. On emprunte, on crée de la monnaie ne reposant sur rien de tangible.



Ce que fait le système actuellement, c'est marxiste : l'argent n'existe plus puisqu'il est créé sur de la virtualité. Il n'a plus de valeur. De plus le système va nationaliser les banques – en fait les dettes. Il n'est évidemment pas question de nationaliser les banques qui sont en bonni. On nationalisera les pertes et on privatisera les profits... C'est une centrifugeuse qui est en train de sortir de son axe. La question est de savoir – et personne ne connaît la réponse – si le système est encore capable d'arrêter la centrifugeuse et de la remettre sur son axe sans que tout explose. Les années qui viennent vont être les années de la fin du crédit, c'est-à-dire que le grand rêve occidental arrive à échéance : même si le système parvient à calmer provisoirement la centrifugeuse, on va arriver à un moment où le crédit va s'arrêter, où l'euphorie va s'arrêter et les gens, dans la réalité quotidienne, s'appauvrir.

Avec l'ouverture de nouveaux marchés comme la Chine et l'Inde, on peut se poser la question suivante : ne peut-on pas passer d'une bulle à une bulle plus grosse et continuer à ce rythme-là pendant un peu plus longtemps encore avant que ça n'implose ? La réponse est évidente ; il faut savoir que la Chine c'est 4% du P.I.B. mondial, l'Amérique 30% du P.I.B. mondial. Les 4% du P.I.B. chinois représentent presque la totalité de la consommation américaine. Si la consommation américaine s'arrête à cause d'une politique restrictive de crédit, le *Crédit Crunch* (crédit hypothécaire) va tarir la capacité de financement américaine, sa capacité de créer de la monnaie. En conséquence, la croissance chinoise va être en berne...

Il faut bien comprendre les équilibres, la Chine et l'Inde représentent 2 milliards 300 millions d'hommes, mais environ 5% du P.I.B. mondial, les deux réunis. 40% de la croissance américaine est portée par le secteur immobilier. Quand les médias disent que le secteur immobilier est en train d'exploser et que ce secteur va rentrer en glaciation aux U.S.A., ça veut dire que c'est toute l'économie qui va s'arrêter.

Comme ils sont en train de nationaliser les banques, les marchés spéculent sur cette bonne nouvelle, ce qui donne un peu de répit. Mais le coût de la nationalisation est élevé. Par exemple, la Norton Rock coûte aujourd'hui 3 500 livres à chaque Anglais pour rembourser les dettes de cette banque. Par contre, le P.D.G. de cette banque n'a pas de soucis à se faire et doit probablement se prélasser sur un atoll du Pacifique.

Un économiste anglais rappelait dernièrement que les économies occidentales, notamment européenne et américaine, étaient virtuellement en récession

depuis 10 ans. Ce qui maintient l'économie occidentale aujourd'hui, c'est l'endettement des ménages et l'endettement des Etats.

On sait que cette expansion du crédit (comme l'a expliqué George Soros) est virtuellement terminée, parce que le monde de la titrisation, le monde de la création monétaire artificielle, le monde du crédit organisé va changer quoiqu'il arrive – même si cette crise ne débouche pas sur un chaos comme celle de 1929 – va profondément changer la structure financière mondiale. Les banques vont revoir leur stratégie de crédit, les Etats vont être forcés de revoir les dépenses publiques. On le voit déjà en France, avec la réforme Pignon et les nouvelles politiques de rigueur qui s'annoncent. On s'aperçoit que les Etats-Unis sont "devant un mur" et que leur consommation, délirante depuis 20 ans, va fortement se retreindre : l'Américain ne pourra plus s'endetter éternellement. Ce monde où nous avons vécu depuis les années 80 va changer. Dans les années, les mois qui viennent, on va le percevoir. On voit déjà l'inflation arriver. Les crédits vont devenir de plus en plus difficiles, le moral des ménages est en train de chuter. On s'aperçoit qu'il y a aujourd'hui une crise monétaire, financière, une crise des marchés, que l'immobilier est en train de chuter et que cette espèce de frénésie qu'ont connue nos sociétés depuis 50 ans va bientôt s'arrêter. Cette bulle de l'endettement va probablement se tarir. Même sans éclater, elle va se dégonfler au moment où les Etats-providences européens et les USA vont avoir le plus besoin de faire des dettes. Nous sommes dans une impasse et, à terme, nous allons vivre des scénarios à l'Argentine (émeutes, pillages). Des Etats qui sont considérés comme des emprunteurs extrêmement fiables vont perdre cette fiabilité et ne pourront plus rembourser leurs dettes.

Quelles sont les nécessités à mettre en place pour protéger les nôtres ? D'abord, sortir d'une consommation effrénée qui engendre des dettes. Ensuite, méditer la théorie de la décroissance, développée par Serge Latouche comme par Alain de Benoist, apportera des solutions qu'il serait intéressant de mettre en pratique. Enfin, une redistribution de l'argent publique avec plus de parcimonie.

Nous allons entrer dans une crise globale du capitalisme et il faut clairement se positionner face à cette réalité.

Le gouvernement et le monde politique sont jusqu'à présent aveugles. Ils disent se préoccuper du pouvoir d'achat, simplement parce que c'est un argument électoral mais, en fait, ils ne veulent proposer que des mesurètes (un petit pourcent par ci, un petit pourcent par là, ce qui ne change rien au quotidien des gens). Ils *sont* le système. Les mouvements et

les partis anti-système ont ici et maintenant une carte politique à jouer.

Radio Bandiera Nera est une station non conformiste que l'on peut écouter sur Internet. Elle a été créée par des militants italiens proches de Gabriele Adinolfi. Les émissions francophones sont accessibles via le site www.zentropa.splinder.com (émissions parisiennes et québécoises).

